

L'Europe des enfants



Ill. Jacqueline Duhême.

15,6% de la population européenne ont moins de 15 ans

Dans certains pays c'est plus :

18,3% en France,

21,1% en Irlande

Dans certains pays c'est moins :

13,3% en Italie,

13,4% en Allemagne

Environ 90 millions d'Européens sur 508 millions ont moins de 15 ans.

(Données 2017.)

Dans l'ensemble, l'Europe est un continent qui vieillit.

À titre de comparaison, en Afrique subsaharienne, 41,1% de la population ont moins de 15 ans et 28% en Inde.

TOUS À LA MATERNELLE ?

En France, 100% des 4/6 ans sont accueillis dans l'enseignement préscolaire. La moyenne européenne de cet accueil est de 95,3%. En Croatie, 25% des petits ne sont pas scolarisés quand, pour les Hongrois, l'école est obligatoire dès 3 ans (comme ce sera le cas en France à la rentrée 2019). Quant aux petits Suédois et Estoniens, ce n'est qu'à 7 ans qu'ils sont scolarisés.



ESTONIE n°1

Avec seulement 17 élèves par classe, l'Estonie est le pays européen où le taux d'encadrement est le plus élevé d'Europe. Elle s'est d'ailleurs hissée en tête au classement PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves réalisé par l'OCDE).



←
Max n'aime pas l'école,
ill. Serge Bloch, Calligram, 1992
(Ainsi va la vie).

VIVE LA SUÈDE

En 1985, c'est le premier pays européen à voter une loi obligeant les municipalités à garantir une structure d'accueil pour les bébés. Les Allemands attendront 2013 pour qu'une telle loi soit votée chez eux, et encore, elle ne s'applique qu'aux bébés à partir de 1 an. En France, il y a des structures d'accueil des tout-petits mais aucune loi n'oblige les villes à garantir cet accueil.

L'ÉCOLE C'EST OBLIGÉ

jusqu'à 16 ans dans la plupart des pays européens, mais 14 ans en Croatie et 18 ans au Royaume-Uni, en Hongrie, aux Pays-Bas, au Portugal. Ainsi, la durée de l'obligation scolaire varie de 9 années (Autriche, Croatie, Finlande) à 13 années (Hongrie, Pays-Bas).

Les choses sérieuses commencent à 6/7 ans

C'est en effet l'âge du début de l'école primaire.

Mais au Royaume-Uni, au Monténégro et en Irlande, ça commence à 5 ans.



De 156 à 200

C'est le nombre de journées que les enfants européens passent à l'école chaque année. 156 en Albanie, 200 jours en Italie et au Danemark. En France c'est 162 jours (le taux le plus bas de tous les pays européens de l'OCDE).

4,9%

du PIB de l'Europe est consacré à l'éducation. C'est le Danemark qui dépense le plus (6,3%) et le Luxembourg le moins (3,7%). En France, la part réservée à l'éducation est de 5,3%.

ET APRÈS ?



A voté !

Mais pour cela, il faut avoir 18 ans, sauf en Écosse, en

Autriche et dans certains länder allemands qui donnent le droit de vote à 16 ans. Mais pour être éligibles, les Italiens attendront d'avoir 25 ans.

Si l'on regarde la population des 30/34 ans européens, 40,5% sont passés par l'enseignement supérieur (45,5% des filles, 35,5% des garçons).

Pour les jeunes Français ce chiffre monte à 45,5% (50,2% des filles, 40,5% des garçons). Et à 55,4% pour les jeunes Irlandais (59,8% des filles, 50,6% des garçons). Mais ces chiffres sont inférieurs pour l'Allemagne : 34,8% (35,3% des filles, 34,4% des garçons). (Eurostat)



Allez les filles !

Si l'on regarde la moyenne des 21 pays européens membres de l'OCDE, filles et garçons ne touchent pas le même salaire : à formation égale elles n'ont que 78% du salaire des hommes pour les faibles diplômés, 74% quand ce diplôme est plus élevé (bac +5 à +8).



Un continent d'enfants uniques ?

En Europe les enfants vivent majoritairement dans des familles où ils sont enfants uniques (51% des ménages), où il y a deux enfants (38%),

mais seulement 11% des ménages ont une descendance plus nombreuse.

(Source éducation nationale 2017.)

Un continent pour les enfants

ENTRETIEN AVEC NICOLETTA DIASIO

Quelle place l'Europe accorde-t-elle aux enfants? Quel regard porte-t-elle sur eux? Nicoletta Diasio, sociologue et anthropologue, qui a fait des cultures et sociétés européennes son terrain de recherche, a accepté de répondre à ces questions faussement simples.



Nicoletta Diasio est sociologue et anthropologue, professeure à l'Université de Strasbourg, membre de l'UMR 7367 Dynamiques européennes et de l'Institut Universitaire de France.

Qu'est-ce qu'un enfant européen et cette question a-t-elle un sens?

Nicoletta Diasio : Un enfant européen n'existe pas, pas plus que n'existe un enfant français, italien ou espagnol. Toutes les enfances sont très différentes. En revanche, on peut peut-être dire qu'il y a des manières de penser l'enfance qui se retrouvent d'un pays européen à l'autre, y compris dans ses contradictions.

Le fait de penser l'enfant comme un être inachevé, dont le développement doit suivre un cours balisé par des étapes et des institutions comme l'école notamment, cela nous semble banal mais s'avère très propre à l'Histoire européenne. Le fait de regarder l'enfant comme un être séparé des adultes, qui a une spécificité enfantine, cela aussi est très lié à la culture européenne et ne va pas de soi partout ailleurs. C'est ce que Philippe Ariès appelle le sentiment de l'enfance.

Cela nous amène aujourd'hui à partager une idée de normalité de la croissance, une idée du « bien grandir » accompagnée et surveillée par des savoirs spécialisés comme la médecine, la psychologie... Je retrouve cette idée en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Pologne...

On a donc l'idée d'un enfant « normal », c'est-à-dire dans les moyennes statistiques, dans les bonnes courbes, avec des conduites propres à son âge. Cela signifie que toutes les activités de l'enfance, que ce soit son entrée à l'école, ses activités sportives, l'entrée dans la vie sociale et amoureuse, sont très balisées par cette succession d'étapes.

Ce souci de définir ce qui est approprié à chaque âge, au lieu de rassurer, me semble développer des inquiétudes et des incertitudes. Au cours des vingt dernières années, c'est la chercheuse allemande Helga Kelle qui a travaillé sur ce sujet, se sont développés les diagnostics des « a-normalités », c'est ce que l'on voit

avec tous les enfants « dys » (autour de la parole, de la lecture, du calcul, de l'écriture, du mouvement...). Plus on essaye de définir cette norme de développement et plus les zones d'incertitude se font jour. Plus on définit la norme et plus on définit ses exceptions.

Autre conséquence, cette réflexion sur la norme me semble être en lien avec une forte séduction pour la précocité. Regardez comment le mot « préadolescent » a pris de l'importance, remplaçant l'ancien « grand enfant », projetant ces enfants vers l'étape suivante. Cette fascination pour la précocité est en lien avec énormément de dispositifs éducatifs et ludiques qui visent à stimuler les capacités cognitives des enfants. En témoigne le succès de « tout est joué avant », avant 6 ans, avant le collège, avant la naissance, même ! Encourager, anticiper, renforcer sont des préoccupations permanentes.

L'autre question qui a émergé de mes travaux, c'est une forme de sacralisation de l'enfance, comme Viviana Zelizer a pu en parler dans les années 1980. Notre société, dans son imaginaire en tout cas, exprime une véritable passion pour l'enfance. On trouve cette passion dans les arts, dans la culture, dans les débats publics. On a l'impression que les enfants sont au centre de la société contemporaine même si, et j'y tiens, cela ne fait pas d'eux des enfants rois. Il y a un rapport sentimental à l'enfance. Tout débat autour de l'enfance est forcément animé de beaucoup d'affects, des sentiments à la fois profonds et controversés. La notion de l'intérêt de l'enfant, celle de son bien, devient une justification à des pratiques et des prises de position très différentes et qui s'invitent dans des débats qui sont d'ordre politique. L'enfant est devenu un objet de débat politique. On l'a vu dans la question du mariage homosexuel, où l'adoption et l'homoparentalité ont été centrales. L'intérêt de l'enfant peut être convoqué dans des camps opposés et se transformer alors en enjeu politique. La question du développement de l'enfant suscite des débats auxquels on n'était pas forcément habitués, que ce soit autour des troubles de l'attention et de l'hyperactivité, du vaccin contre le papillomavirus pour les jeunes filles, du surpoids et de l'obésité, de la puberté précoce et de l'hypersexualisation des très jeunes filles...

Toutes ces questions sont comme enflammées par différents camps. C'est comme si, à travers l'enfance, on allait tester la validité à la fois des modèles familiaux, de l'école, du travail des professionnels de santé et des travailleurs sociaux. L'enfance s'est transformée en évaluation de nos modèles de société, sous un angle moral et sous un angle politique. Les zones d'affrontements naissent de cela : qui est dans la bonne position ? Parfois, les enfants, au sens concret du terme, sont bien loin de ces questions.

Votre approche comparatiste vous permet-elle de voir cette « politisation » de la question de l'enfance dans toute l'Europe ?

Je connais moins les pays nordiques et je ne peux pas garantir que cela se vérifie dans chacun des pays mais nous l'avons retrouvé en France, en Italie - où vient de se dérouler un congrès ultraconservateur approuvé par l'actuel gouvernement sur la famille traditionnelle, dont les intervenants se sont vu offrir la reproduction en plastique d'un fœtus de 10 semaines -, en Pologne, en Grande-Bretagne - où s'est développée une polémique autour de l'idée de sanctionner les parents d'enfants obèses, ce qui revient à la question : qui doit prendre en charge le développement de l'enfant ?

Quand on regarde ce que l'Europe en tant que cadre institutionnel fait à l'enfance, on voit en effet que la politique éducative européenne est beaucoup faite d'instruments de mesure, de mise en place de paliers...

Tout à fait.

Mais on aurait envie de relier ce constat à la démographie de notre communauté. L'Europe est un continent relativement vieillissant, avec une large proportion de familles à enfant unique. Pouvez-vous faire ce lien ?

Je ne suis pas spécialiste de démographie mais l'investissement émotionnel et sentimental de l'enfant et de l'enfance est sûrement lié à cette démographie. Il y a eu un déplacement : l'enfant était un devoir pour perpétuer la maisonnée, aider au travail des parents ; c'est aujourd'hui un enfant désiré, sur lequel on investit beaucoup plus, sur sa croissance et sur son bien-être, pour lequel on

doit être un bon parent. Cela joue forcément dans ce processus de sacralisation de l'enfant et dans celui de l'investissement émotionnel dont nous faisons le constat. Mais cela est très inégal en fonction des différents pays et plus encore, entre les différentes classes sociales. L'âge moyen à la naissance du premier enfant est à ce titre un élément très important (et cet âge moyen varie d'un pays à l'autre¹). Il y a aussi l'importance des enfants émigrés qui arrivent avec d'autres modèles d'enfance.

Cette année, nous fêtons les 30 ans de la convention internationale des droits de l'enfant, qui n'est pas un document proprement européen. Cette convention a été beaucoup portée par des pays où l'enfance avait peu de droits mais elle a eu aussi des conséquences dans nos pays. Elle marque l'importance de l'enfant comme sujet de droit. Si l'enfant est un sujet comme les autres, il doit être protégé mais il doit aussi être écouté, décider de son monde et de sa vie, pouvoir participer aux décisions qui le concernent. Cela n'est pas sans difficultés. Dans une relation de soin par exemple, faut-il prendre en compte la parole de l'enfant quand il s'agit de mettre en œuvre tel ou tel traitement ou, au contraire, faut-il le mettre à l'abri de la décision, le protéger de cette responsabilisation que l'on peut juger trop lourde à porter? À partir de quel âge peut-on envisager cette im-

plication de l'enfant? Ce questionnement traverse le continent européen mais les réponses sont différentes d'un pays à l'autre. Quand nous avons essayé de mettre en place une recherche entre différents pays européens (France, Italie, Pologne, Royaume-Uni) les positionnements au sujet de la place de l'enfant dans les décisions concernant sa santé pouvaient être très différentes

Finalement, le fait que nous nous posions ces questions, même si nous y répondons différemment, c'est ça la réalité de l'Europe des enfants.

Ce que nous voyons aujourd'hui de la mobilisation des enfants sur les questions climatiques vient de là?

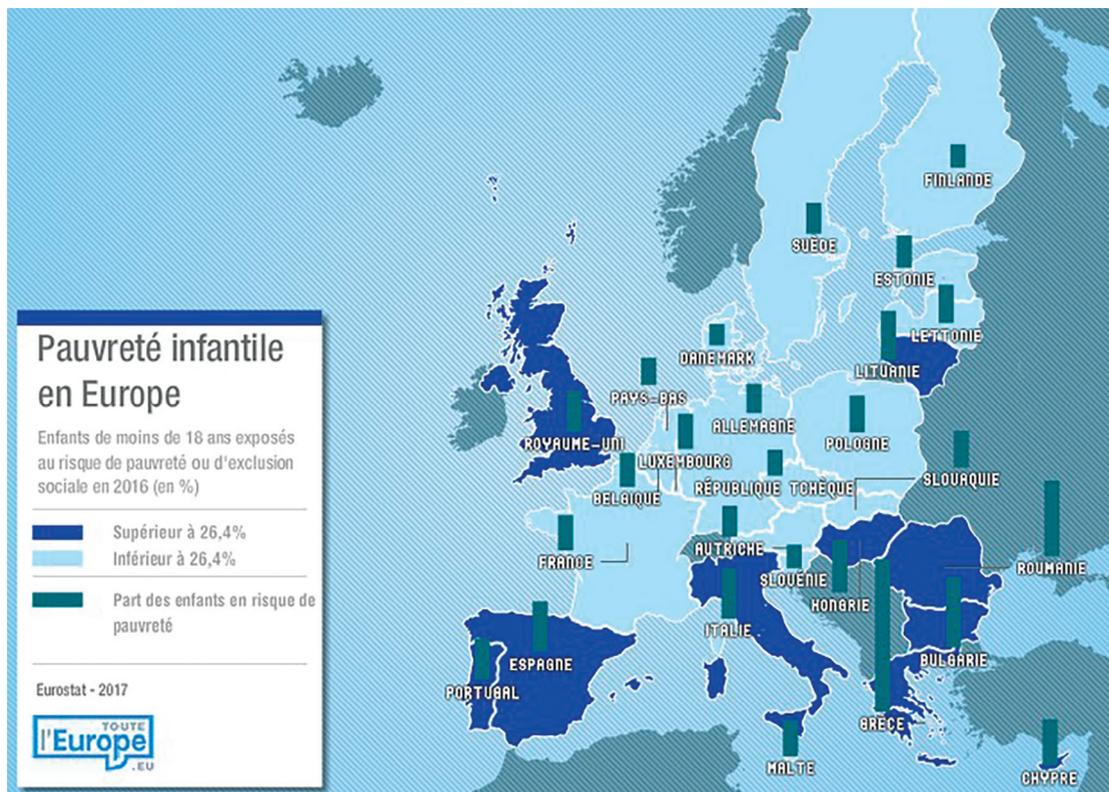
Oui, absolument, et c'est une illustration parfaite de ce sentiment qu'ont les enfants d'avoir des droits. On la voit aujourd'hui mais elle vient de loin.

Une autre de nos grandes questions qui concernent l'enfance et l'éducation est l'égalité entre garçons et filles. Comment l'Europe fait-elle ou voit-elle avancer cette question?

L'Europe est un cadre où cette question est très importante, même si ce n'est pas un sujet sur lequel j'ai conduit des recherches comparatives à l'échelle européenne. Là encore, les différents pays sont inégalement volontaires pour faire avancer cette



↓
Ill. Jacques Azam
<https://www.journactu.com/>



↑ Source : touteurope.eu

question. On pense bien sûr à la Suède et à sa prévention contre les pratiques éducatives qui assigneraient trop tôt les identités genrées. Ce qui me semble intéressant est que la question du genre devient un sujet d'inquiétude collective. Nous l'avons vu en France avec l'épisode de l'ABCD de l'égalité². Faut-il fabriquer des petites filles et des petits garçons avec des identités sexuées fixées ou adopter une approche plus mobile où les enfants trouvent progressivement leur identification genrée ? Ces questions donnent lieu à des réponses localement très différentes. C'est difficile de poser un constat européen sur cette question. Nous avons par exemple mené une recherche sur les transformations du corps et les passages d'âge entre 9 et 13 ans en comparant le grand Est en France et le grand Est en Italie³. On a trouvé par exemple qu'en Vénétie, dans les consultations de planning familial, les jeunes garçons pouvaient rencontrer un andrologue, ce qui n'apparaissait pas en France.

Cela allait à l'encontre des idées reçues que nous aurions pu avoir. Il faut se méfier des a priori, et l'inégalité surgit parfois où on ne l'attend pas. Comme souvent, plus on travaille en profondeur et plus les modèles tout faits sont bousculés, d'une région à l'autre, d'un quartier à l'autre, d'une classe sociale à l'autre, d'une famille à l'autre...

L'Europe est un continent riche, développé, mais dans lequel on trouve de la pauvreté. Une pauvreté qui concerne aussi les enfants, comme l'a récemment exposé Jean-Paul Delahaye pour la France (voir à ce sujet son article dans notre numéro 302). Comment abordez-vous cette question ?

C'est une question qu'il est très important de soulever. Dans tout ce que je vous ai dit, il y a l'idée que l'enfant est une sorte de modèle idéal pour les adultes, l'enfance et l'adolescence vues comme un possible, possible qui exerce une grande séduction sur le monde des adultes. Le fait d'être jeune

a une valeur énorme et le mot « jeune » s'applique jusqu'à la soixantaine ; le sentiment du possible fait rêver longtemps ! C'est quelque chose de très fort mais qui entre en contraste violent avec la réalité de beaucoup d'enfants et de jeunes qui, eux, n'ont pas vraiment le choix, dont les possibles sont restreints, qui doivent abandonner l'école. Il y a de la grande pauvreté et le miroitement de la consommation n'est pas autorisé à tout le monde. Le contraste est criant entre l'imaginaire enchanté de l'enfance et la réalité des enfances. Et les enfants primo-migrants sont bien sûr une exacerbation de cet abîme. C'est très frappant de voir comment les jeunes migrants isolés qui arrivent à nos portes doivent avoir été adultes pour survivre et doivent prouver leur appartenance au statut d'enfant et se conduire comme tels pour que nos portes s'ouvrent pour les accueillir. Étudier la pauvreté, et les nouvelles pauvretés, est essentiel – je pense aux mobilités sociales descendantes par exemple. D'autant qu'il me semble que la situation s'aggrave et que la typologie de ces pauvretés se démultiplie.

Pour nous qui observons la vie culturelle des enfants et des adolescents, nous y repérons – sans grande difficulté d'ailleurs – les manifestations très concrètes d'un cosmopolitisme pour reprendre la formulation de Sylvie Octobre et de Vincenzo Cicchelli⁴. Ce mouvement puissant peut-il laisser la place à une culture européenne ?

Effectivement, l'impression que j'ai à partir des rencontres d'enfants que j'ai pu faire, c'est l'importance de la culture de masse américaine ou japonaise, et c'est une banalité de le dire. Mais à l'ombre de celle-ci continue d'exister une culture locale nationale. Chaque pays a ses journaux pour enfants, ses livres... Entre ces deux dimensions, même si l'on ne voit pas l'émergence d'une réalité culturelle européenne, on voit beaucoup circuler les œuvres d'un pays à l'autre : dans mon enfance italienne, j'ai lu Jules Verne, Dickens et Sandor Marai. De fait, c'était une culture européenne. Et cela existe toujours.

Ce que dit Umberto Eco quand il dit que l'Europe est le continent de la traduction, citation qui pourrait faire fonction d'antienne à ce dossier !

C'est exactement ça. La grande consommation culturelle de masse est surexposée mais il n'y a pas que ça. Le livre pour enfant, qui est présent partout, avec de nombreuses traductions intra-européennes, est un beau témoignage de cette vivacité.

Pourrions-nous dire que la clef de la culture européenne des enfants et des adultes qui les accompagnent est à chercher du côté de la traduction mais aussi du côté de la curiosité ?

On peut dire ça en effet. Il serait d'ailleurs dommage de sous-estimer à quel point l'Europe est entrée dans les habitudes et les mœurs de nous tous et donc des enfants. Quand on pense Europe on a en tête des images de débats et d'institutions compliqués. Mais il y a aussi une Europe que l'on ne voit plus alors qu'elle existe. Dans mon université (Université de Strasbourg), j'ai été Correspondante des relations internationales pendant quelques années et j'ai été frappée de voir à quel point les jeunes étudiants étaient peu attirés par l'idée de partir en Europe tellement ils avaient l'impression que l'Europe c'était chez eux, que l'ailleurs, l'étranger, il fallait aller le chercher au Canada, en Australie, au Japon... Il y a un double discours : une Europe externe à qui l'on reproche de nous dicter tant de choses, mais existe aussi une Europe à laquelle nous appartenons et que nous avons en commun au jour le jour. ●

Propos recueillis par Marie Lallouet, le 1^{er} avril 2019.

1. En 2017, pour l'Europe, l'âge moyen de la mère à la naissance du premier enfant était de 30,7 ans ; 27,6 ans en Bulgarie, 31,9 ans en Italie ; en France (donnée 2012), il est de 30,1 ans.

2. Proposé par Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des Droits des femmes, et expérimenté dans les écoles maternelles à titre expérimental en 2013 pour lutter contre le sexisme et pour faire avancer la question de l'égalité entre les femmes et les hommes.

3. N. Diasio et V. Vinel (dir.), *Corps et préadolescence. Intime, privé, public*, Rennes, PUR, 2017.

4. *L'Amateur cosmopolite : goût et imaginaire culturels juvéniles à l'ère de la globalisation*, La Documentation française, 2016.



➤

« Let's Stick Together » (Restons groupés),
ill. de Patrick George,
in *Dessignons ensemble l'Europe. 45 illustrateurs
pour une Europe unie*, Gallimard, 2019.